

# Pierre Razoux Le Hamas fait tout pour attirer Israël dans le piège d'une opération terrestre

Plusieurs options tactiques s'offrent au gouvernement et aux responsables militaires israéliens, contraints d'agir de manière décisive pour calmer l'opinion publique, estime le spécialiste des études stratégiques

Il aurait pu s'agir du teaser d'une nouvelle saison de la série-culte israélienne *Fauda* [centrée sur les forces spéciales de l'armée], mais les images choquantes qui circulent depuis samedi 7 octobre et le déclenchement de la guerre entre le Hamas et Israël reflètent le drame bien réel qui se noue autour de Gaza. L'appareil sécuritaire et de renseignement israélien a été pris par surprise, expliquant le succès initial de l'offensive du Hamas et les pertes terribles subies par les civils israéliens. Nul doute qu'une commission ad hoc viendra enquêter sur les raisons de cet échec, comme la commission Agranat l'avait fait après la guerre d'octobre 1973. Le plus probable n'est pas que les experts israéliens n'aient rien vu venir, mais que leurs chefs et les décideurs politiques n'aient pas tenu compte de leurs avertissements.

Pour l'instant, la population israélienne, toutes tendances confondues, se tient unie derrière son armée. Le Hamas, retranché dans Gaza, dispose d'une centaine d'otages très certainement éparpillés et bien gardés, qui constituent autant de moyens de pression et de négociation face à Israël. La mobilisation générale a été décrétée et les chefs de Tsahal [l'armée israélienne], tout comme le gouvernement, doivent déterminer la riposte la plus appropriée pour affaiblir durablement le Hamas et libérer les otages. Ils font face à plu-

sieurs dilemmes : tactique, pour limiter les pertes israéliennes ; opérationnel, pour choisir le mode d'action le plus efficace ; et stratégique, pour atteindre leurs buts de guerre en empêchant le Hamas d'obtenir les siens. Trois options semblent s'offrir à eux.

Tout d'abord, l'établissement d'un siège hermétique de la bande de Gaza qui étouffe le Hamas et ses alliés du Jihad islamique. C'est la solution privilégiée pour l'instant par Benjamin Netanyahu. L'avantage consiste à éviter les pertes du côté israélien, à affaiblir le Hamas et à donner le temps à Tsahal de peaufiner ses plans ; l'inconvénient est qu'un siège ne permet pas de récupérer les otages, qu'il risque d'isoler Israël sur la scène internationale et qu'il pourrait mettre en grande difficulté le gouvernement israélien si le Hamas mettait en scène l'exécution d'otages.

## Raids ponctuels

La deuxième option repose sur un assaut terrestre massif sur l'ensemble de la bande de Gaza, qui dégènerait en un combat urbain chaotique très meurtrier de part et d'autre, compliqué pour Tsahal par la présence d'otages pouvant être utilisés comme boucliers humains, et par le nombre de combattants du Hamas (au moins 35 000) retranchés, prêts à se sacrifier pour infliger un maximum de pertes à l'armée israélienne. C'est clairement l'option souhaitée par le Hamas,

qui a tout fait pour attirer Tsahal dans ce piège. Les Israéliens devraient engager au moins 180 000 hommes pour espérer prendre le contrôle ponctuel de la bande de Gaza après avoir subi de lourdes pertes, sans garantie de pouvoir libérer les otages. Ils ne pourraient de toute façon pas occuper durablement ce territoire hostile et devraient s'en remettre ensuite à une faction palestinienne. Mais laquelle, puisque le Fatah et l'Organisation de libération de la Palestine sont totalement délégitimés ?

Dernière option : l'enchaînement d'opérations coups de poing destinées à libérer des groupes d'otages dès que ceux-ci auront été localisés. Il ne s'agit pas d'une offensive terrestre massive, mais de raids ponctuels conduits par des forces spéciales hautement entraînées, soutenues par des colonnes blindées, de l'appui feu et des assauts aéromobiles destinés à contrôler un secteur donné dans toutes ses dimensions (surface, toits, caves et tunnels) pour prendre d'assaut un lieu de regroupement d'otages, quitte à ce que ceux-ci soient tués pendant les combats. Ce type d'opérations complexes entraînera forcément des pertes, mais il évite l'assaut massif recherché par le Hamas et correspond aux valeurs de Tsahal, qui refuse d'abandonner à l'ennemi ses prisonniers et ses otages. Cette option, probablement la plus réaliste, est compatible avec un siège hermétique.

Une chose paraît sûre : face à la pression de la classe politique, le gouvernement et les responsables militaires vont devoir agir de manière décisive pour calmer l'opinion publique. Ils savent pouvoir compter sur l'appui des Etats-Unis et de plusieurs autocrates de la région qui vouent une haine farouche au Hamas et aux Frères musulmans. Pour faire diversion et contraindre Israël à



**C'EST SURTOUT VERS LE LIBAN ET LE HEZBOLLAH QUE REGARDE LE HAMAS POUR ÉTENDRE LE CONFLIT**

maintenir une mobilisation générale coûteuse, le Hamas essaiera probablement d'ouvrir de nouveaux fronts en Cisjordanie et à Jérusalem, grâce à ses cellules dormantes.

## Le rôle de l'Iran et du Hezbollah

Mais c'est surtout vers le Liban et le Hezbollah que regarde le Hamas pour étendre le conflit afin de desserrer l'étau israélien autour de Gaza. Pour l'instant, le Hezbollah n'effectue que le service minimum pour témoigner de son soutien au Hamas, sans prendre le risque d'une escalade incontrôlable avec Israël et les Etats-Unis.

De son côté, l'armée israélienne a riposté avec retenue au Liban. Washington a annoncé l'envoi de deux groupes aéronavals qui parviendront au large du Liban la veille du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'attentat de Beyrouth (23 octobre 1983), attribué à une milice proche du Hezbollah et qui avait causé plus de 300 morts américains et français. Les plus vieux cadres de la milice chiite conservent le souvenir cuisant du déluge de feu que l'US Navy avait déversé sur leurs positions en représailles. Aujourd'hui, le message est limpide : les Etats-Unis

n'ont pas l'intention d'attaquer directement l'Iran, mais ils frapperont sans pitié le Hezbollah si celui-ci venait à déclencher un affrontement majeur avec Israël. La menace vaut également pour le Hamas, qui détient des otages de nationalité américaine.

Il est de toute façon très improbable que le Hezbollah prenne le risque de tout perdre en se lançant dans un conflit avec Israël, alors même qu'il s'est imposé comme l'acteur dominant au Liban. L'Iran n'a pas non plus intérêt à encourager le Hezbollah à attaquer Israël, alors même que la guerre déclenchée par le Hamas lui permet d'atteindre quatre objectifs importants : neutraliser la tentative de normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël, focaliser l'attention du gouvernement israélien sur le front intérieur plutôt que sur le front extérieur (notamment au Sud-Caucase), affaiblir la posture dissuasive de Tsahal et donner une idée des dégâts que le Hezbollah pourrait infliger à Israël en cas de confrontation majeure.

Au regard d'un tel résultat, il est même légitime de se demander si les Iraniens, excellents joueurs d'échecs, n'ont pas manipulé le Hamas à son insu pour l'envoyer se sacrifier contre Israël afin de servir leurs intérêts. Il n'est pas certain que le Hamas, qui a brûlé ses vaisseaux, l'emportera face à la détermination des Israéliens. L'histoire tranchera. ■

**Pierre Razoux** est le directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, auteur de « Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne » (Perrin, 2008)

# Agnès Levallois Le conflit israélo-palestinien ne pourra pas se régler par la force

Le dilemme devant lequel sont placés les pays arabes après l'attaque du Hamas contre Israël est de laisser ou non l'Iran et le Hezbollah, au Liban, continuer à se poser en seuls défenseurs de la revendication palestinienne, explique la spécialiste du Moyen-Orient

L'attaque du Hamas contre Israël aura des conséquences sur la région du Proche et du Moyen-Orient et, tout particulièrement, sur le processus de normalisation engagé par Israël avec certains pays arabes, comme les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan. Connus sous le nom des « accords d'Abraham », ce processus a été lancé en 2020 sous l'impulsion de l'ancien président américain Donald Trump, puis repris à son compte par le président Joe Biden. Il reposait sur la promesse d'une paix sur des bases économiques en échange de l'abandon des droits politiques des Palestiniens. Israël, les Etats-Unis et de nombreux pays occidentaux ont voulu se bercer de l'illusion de cette initiative, et l'affirmation que la cause palestinienne n'existait plus, qu'elle ne mobilisait plus personne, était reprise sans fin, niant l'évidence.

L'absence de réaction dans les territoires palestiniens et dans les pays arabes avait alors entretenu ce leurre et laissait penser à ceux qui le voulaient bien que le temps de la centralité de la revendication palestinienne était révolu.

Force est de constater qu'elle n'a pas disparu, et l'offensive menée par le Hamas, le 7 octobre, en est la démonstration.

Dès lors, l'Arabie saoudite, qui était à son tour engagée dans des discussions avec les Israéliens sous la pression de Washington, ne peut pas poursuivre celles-ci. Le royaume a rappelé, par la voix de son ministre des affaires étrangères, Fayçal Ben Farhan Al Saoud, qu'il rejetait les attaques contre les civils tout en demandant que les Israéliens et les Palestiniens respectent le droit humanitaire international.

## De vraies garanties

Le prince héritier s'est entretenu avec le président de l'Autorité palestinienne pour lui confirmer que le royaume restait « aux côtés du peuple palestinien pour faire valoir ses droits à une vie décente ». La majorité des pays arabes ont, depuis, réaffirmé qu'ils tenaient Israël et sa politique d'occupation et de colonisation des territoires palestiniens pour responsables de la violence actuelle.

Autre conséquence, les sociétés arabes ont de nouveau exprimé leur soutien aux Palestiniens, dé-

nonçant la politique suivie par leurs dirigeants ou tout au moins prenant une distance vis-à-vis d'eux en rejetant les accords d'Abraham. Rappelons-nous les images, diffusées lors de la Coupe du monde de football au Qatar, en 2022, du drapeau palestinien brandi par les supporters arabes et l'équipe marocaine, qui entendaient ainsi montrer leur sensibilité à cette cause.



**LA CRAINTE D'UN EMBRASEMENT EST UNE PREUVE SUPPLÉMENTAIRE DE LA NÉCESSITÉ DE REVENIR À DES PARAMÈTRES CONNUS POUR LE RÈGLEMENT DE CE CONFLIT**

Enfin, tous les regards se tournent vers l'Iran, afin de déterminer le rôle qu'il aurait joué dans la préparation de l'attaque du 7 octobre. Il est vrai que, ces dernières années, Téhéran s'est posé en dernier défenseur des Palestiniens, critiquant les pays arabes engagés dans une normalisation avec Israël sans obtenir la moindre concession pour les Palestiniens en échange. Il a aidé le Hamas à mettre sur pied des systèmes de missiles et à créer des unités de production locale.

Si les officiels iraniens nient être impliqués, de hauts responsables du Hamas et du Hezbollah [mouvement chiite basé au Liban] affirment, selon des témoignages recueillis par le *Wall Street Journal*, que l'Iran aurait approuvé l'opération. Téhéran, qui s'est engagé dans un rapprochement avec Riyad, entend préserver celui-ci et pousse les Saoudiens à inclure de vraies garanties pour les Palestiniens dans le cadre de la normalisation.

Une autre interrogation a trait au rôle qu'a joué, et que pourrait jouer dans les semaines à venir, le Hezbollah. Se lancera-t-il dans l'ouverture d'un deuxième front

dans le nord d'Israël ? Des membres du Jihad islamique, un mouvement palestinien présent au Liban, ont tenté de s'infiltrer dans le territoire israélien, provoquant en riposte des frappes, dans le sud du Liban, sur des positions du Hezbollah, lequel a ciblé en retour des casernes israéliennes en Galilée. Le statu quo en vigueur entre Israël et le Hezbollah depuis 2006 va-t-il tenir, et jusqu'à quand ?

Le dilemme devant lequel sont placés maintenant les pays arabes est de laisser, ou non, l'Iran et le Hezbollah continuer à se poser en seuls défenseurs de la revendication palestinienne. A la suite des terribles événements de ces derniers jours, la démonstration est faite, une fois encore, que la violence n'engendre que la violence et que ce conflit ne pourra pas se régler par la force.

## Impuissance diplomatique

L'Arabie saoudite de Mohammed Ben Salman, lancée dans une stratégie visant à s'imposer comme la puissance régionale, pourrait tenter de se poser en médiateur entre le Hamas et les Israéliens, en proposant de réelles garanties aux Palestiniens.

Enfin, après avoir mis en avant le nécessaire rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite pour stabiliser la région du Golfe, condition effectivement essentielle, les récents événements nous rappellent la centralité de la cause palestinienne. Le déplacement du centre de gravité du Proche-Orient vers le Moyen-Orient, s'il est une réalité géopolitique incontestable, ne peut pas se faire au détriment du plus vieux conflit de la région. La crainte d'un embrasement est une

preuve supplémentaire de la nécessité de revenir à des paramètres connus pour un règlement. Mais les rapports de force ont fortement évolué, et les Etats-Unis n'ont plus envie de s'investir. Leur réaction consistant à envoyer leur porte-avions présent en Méditerranée le long des côtes israéliennes démontre leur impuissance diplomatique. Les tentatives de règlement pourraient-elles alors venir des puissances régionales qui parlent aux différentes parties prenantes ?

Certains évoquent la réactivation du plan de paix arabe proposé en 2002 par le roi Abdallah. A moins que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a renoué avec Israël tout en parlant avec le Hamas, essaie de jouer un rôle. L'Egypte, médiateur traditionnel dans le conflit israélo-palestinien, a de nombreux contacts en vue d'éviter l'escalade et que le conflit ne déborde sur son territoire. Tous les acteurs de la scène régionale et internationale devraient arrêter de s'aveugler et travailler à une vraie solution assurant enfin la sécurité des Israéliens et des Palestiniens. ■

**Agnès Levallois** est maîtresse de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, chargée de cours à Sciences Po Paris, vice-présidente de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée-Moyen-Orient et membre du comité de rédaction de la revue « Confluences Méditerranée »